

[fin](#)**Publié le : 2020-06-23**

[Image de la publication](#)
AUTORITE FLAMANDE

12 JUIN 2020. - Arrêté du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19, l'article 3, alinéas 1^{er}, 2 et 5, l'article 4, l'article 5, § 5, l'article 6, alinéa 2.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- L'avis du Conseil d'Etat n'a pas été demandé, en application de l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. L'urgence est motivée par la constatation que le décret auquel le présent arrêté donne exécution, a été approuvé par le Parlement flamand le 20 mai 2020 via une procédure d'urgence, et elle est également motivée par la nécessité de pouvoir rapidement dépister les personnes susceptibles d'avoir eu un contact à risque avec une personne infectée ou suspectée d'être infectée par le COVID-19 afin de prévenir la propagation du COVID-19 et un nouveau pic éventuel de patients atteints du COVID-19;

- La Commission de contrôle flamande du traitement des données à caractère personnel a donné son avis n° 2020/17 le 8 juin 2020.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRETE :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° agence : l'agence autonomisée interne « Zorg en Gezondheid » (Agence flamande Soins et Santé), établie par l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne « Zorg en Gezondheid »;

2° centre de contact : le centre de contact visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 29 mai 2020;

3° banque de données : la banque de données, visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020 portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus;

4° décret du 29 mai 2020 : le décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19;

5° structure de coopération : la structure de coopération de partenaires extérieurs, visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 29 mai 2020.

Art. 2. Le centre de contact est chargé de missions de traçage et d'accompagnement de personnes telles que visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, du décret du 29 mai 2020.

La structure de coopération est désignée en application de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et en application des arrêtés d'exécution de cette loi.

Le centre de contact se compose :

1° de collaborateurs de centre d'appel;

2° de superviseurs de centre d'appel;

3° d'agents de terrain;

4° de superviseurs des agents de terrain.

L'agence définit les descriptions de fonction des catégories de membres du personnel du centre de contact,

visées aux points 1° à 4°.

Art. 3. L'agence est le responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du règlement général sur la protection des données. L'agence conclut une convention de traitement avec la structure de coopération conformément à l'article 28, paragraphe 3, du règlement général sur la protection des données.

Art. 4. § 1^{er}. Le rapport substantiel, visé à l'article 3, alinéa 5, du décret du 29 mai 2020, contient un résumé de trente pages au maximum et contient, outre les données, visées à l'alinéa 2, les données nécessaires pour permettre à l'agence d'évaluer les activités de la structure de coopération et du centre de contact.

Le rapport substantiel comprend :

1° un aperçu des agents d'appel et des agents de terrain qui sont engagés par le centre de contact chaque jour, exprimé en ETP;

2° un aperçu du nombre de personnes contactées par les agents d'appel par jour, subdivisé en le nombre de personnes nouvellement contactées et le nombre de personnes à contacter à nouveau;

3° un aperçu du nombre de visites effectuées par les agents de terrain par jour, subdivisé en personnes nouvellement visitées et en personnes à visiter à nouveau;

4° un aperçu du nombre de personnes effectivement contactées par les agents d'appel par jour par rapport au nombre de personnes à contacter;

5° un aperçu du nombre de personnes effectivement visitées par les agents de terrain par jour par rapport au nombre de personnes à visiter;

6° un aperçu du nombre de personnes contactées par les agents d'appel qui ont eu plus d'un contact, subdivisé en nombre de contacts;

7° un aperçu du nombre de personnes qui ont été visitées par les agents de terrain qui ont eu plus d'un contact, subdivisé en nombre de contacts;

8° un aperçu des problèmes auxquels le centre de contact a été confronté lors de l'exécution de la mission et des actions possibles entreprises pour résoudre ces problèmes, ainsi qu'un aperçu des bonnes pratiques lors de l'exécution de la mission.

§ 2. Le rapport financier comprend :

1° l'état des recettes et des dépenses sur une base mensuelle, regroupé par type de frais et de revenus et réparti par organisation et activité;

2° par organisation, une liste du nombre de collaborateurs du centre de contact, subdivisé en fonction, temps de travail moyen et salaire annuel brut;

3° une liste numérotée des frais et revenus, avec mention du bénéficiaire, du montant, de la description, et classée par type de frais ou de revenus.

§ 3. Le rapport substantiel visé au paragraphe 1^{er} et le rapport financier visé au paragraphe 2 sont transmis trimestriellement à l'agence par la structure de coopération.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, à l'expiration de la mission, le rapport de fond, visé au paragraphe 1^{er}, et le rapport financier, visé au paragraphe 2, sont transmis à l'agence au plus tard trois mois après l'expiration de la mission de la structure de coopération.

L'agence transmet le rapport substantiel visé au paragraphe 1^{er} et le rapport financier visé au paragraphe 2, au Gouvernement flamand.

Art. 5. La structure de coopération prend les mesures de sécurité organisationnelles et techniques suivantes pour le traitement des données à caractère personnel par le centre de contact qu'il crée :

1° les collaborateurs du centre de contact ont signé une déclaration de confidentialité leur rappelant qu'ils sont tenus au secret professionnel. Cette déclaration de confidentialité mentionne les obligations auxquelles les collaborateurs doivent satisfaire, ainsi que les sanctions éventuelles qu'ils peuvent encourir en cas de non-respect du secret professionnel;

2° en cas d'échange de données, de la fixation des mesures techniques et organisationnelles de protection des données à caractère personnel à prendre, lors de la définition et de l'exécution de nouveaux traitements de données à caractère personnel ou lors d'adaptations aux traitements existants, la structure de coopération consulte une équipe de sécurité composée au moins des fonctionnaires en charge de la protection des données de tous les partenaires externes de la structure de coopération et du fonctionnaire en charge de la protection des données de l'agence;

3° les mesures techniques et organisationnelles prises pour la protection des données à caractère personnel feront l'objet d'un audit par une équipe d'audit interne ou externe;

4° le centre de contact donne à toute personne qu'ils contactent ou visitent, pour autant qu'elle ne dispose pas encore des informations, les informations prévues dans le règlement général sur la protection des données concernant le traitement de leurs données à caractère personnel et les informe de l'endroit où elles peuvent

retrouver ces informations.

Art. 6. La notification telle que visée à l'article 44, § 3, du décret du 21 novembre 2003, du COVID-19 doit se faire dans les vingt-quatre heures qui suivent la première suspicion clinique, épidémiologique ou de technicité de laboratoire réaliste. La notification à la base de données se fait par voie électronique sécurisée, dans le respect des exigences relatives à l'échange de données de santé.

La méthode électronique sécurisée signifie que la communication se fait par un message crypté ou par le biais d'une application web sécurisée, mise à disposition par l'autorité compétente aux personnes soumises à l'obligation de déclaration.

Les données à caractère personnel visées à l'article 5, § 2, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 29 mai 2020, peuvent également être traitées à des fins statistiques ou d'aide à la décision politique, dans la mesure où ces données à caractère personnel sont anonymisées.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 11 mai 2020.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,
W. BEKE

[debut](#)

Publié le : 2020-06-23

[end](#)**Published on: 2020-06-23**[Publication image](#)

FLEMISH AUTHORITY

JUNE 12, 2020. - Order of the Flemish Government carrying out the decree of May 29, 2020 on the organization of the obligation to declare and monitor contacts within the framework of COVID-19

Legal basis

This Order is based on:

- the Decree of 29 May 2020 on the organization of the reporting obligation and monitoring of contacts within the Covid-19, Article 3, paragraph 1st, 2 and 5, Article 4, Article 5, § 5, Article 6, paragraph 2.

Formalities

The following formalities are fulfilled:

- The opinion of the Council of State has not been requested, in application of the article 3, § 1st, laws on the Council of State, coordinated on January 12, 1973. The urgency is motivated by the observation that the decree to which this decree gives effect, was approved by the Flemish Parliament on May 20, 2020 via a procedure of emergency, and it is also motivated by the need to be able to quickly screen people who may have had risky contact with a person infected or suspected of being infected with COVID-19 in order to prevent the spread of COVID-19 and a possible new peak in patients with COVID-19;
- The Flemish Control Commission for the processing of personal data gave its opinion n ° 2020/17 on June 8, 2020.

Initiator

This decree is proposed by the Flemish Minister for Welfare, Public Health, the Family and the Fight against Poverty.

After deliberation,

THE GOVERNMENT OF FLANDERS ORDERS:

Article 1st. In this order, the following definitions apply : 1 ° agency: the internal autonomous agency "Zorg en Gezondheid" (Flemish Health and Care Agency), established by the Flemish Government decree of 7 May 2004 establishing the autonomous agency internal "Zorg en Gezondheid";

2. Contact Center: the contact center referred to in Article 3, paragraph 1st, of the Decree of 29 May 2020;

3 database: the database, referred to in Article 1st Royal Decree No. 18 of 4 May 2020 establishing a database with Sciensano in the context of the fight against the spread of the coronavirus;

4 ° decree of May 29, 2020: the decree of May 29, 2020 on the organization of the obligation to declare and monitor contacts in the context of COVID-19;

5. cooperation structure: the partnership of external partners, referred to in Article 3, paragraph 1st, of the Decree of 29 May 2020.

Art. 2. The contact center is responsible for tracking assignments and accompanying persons as referred to in

Article 3, paragraph 1st, 1 to 4 of the Decree of 29 May 2020.

The cooperation structure is designated in application of the law of 17 June 2016 on public procurement and in application of the implementing decrees of this law.

The contact center is made up of:

1 ° call center staff;

- (2) call center supervisors;
- 3 ° field agents;

4 ° supervisors of field agents.

The agency defines the job descriptions of the categories of contact center staff members, referred to in points 1 ° to 4 °.

Art. 3. The agency is responsible for processing personal data within the meaning of article 4, 7) of the general data protection regulations. The agency concludes a processing agreement with the cooperation structure in accordance with Article 28 (3) of the General Data Protection Regulation.

Art. 4. § 1st. The substantive report, referred to in article 3, paragraph 5, of the decree of May 29, 2020, contains a summary of a maximum of thirty pages and contains, in addition to the data, referred to in paragraph 2, the data necessary to enable the agency to assess the activities of the cooperation structure and the contact center.

The substantial report includes:

- 1 ° an overview of the call agents and field agents who are hired by the contact center every day, expressed in FTEs;
- (2) an overview of the number of people contacted by the call officers per day, subdivided into the number of people newly contacted and the number of people to be contacted again;
- 3 ° an overview of the number of visits made by field agents per day, subdivided into newly visited people and people to be visited again;
- 4 ° an overview of the number of people actually contacted by the call officers per day compared to the number of people to be contacted;
- 5 ° an overview of the number of people actually visited by field agents per day compared to the number of people to be visited;
- (6) an overview of the number of people contacted by call officers who have had more than one contact, divided into the number of contacts;
- 7 ° an overview of the number of people who were visited by field agents who had more than one contact, subdivided into the number of contacts;
- 8 ° an overview of the problems the contact center was confronted with during the execution of the mission and the possible actions undertaken to resolve these problems, as well as an overview of good practices during the execution of the mission.

§ 2. The financial report includes:

- 1 ° the statement of income and expenditure on a monthly basis, grouped by type of costs and income and distributed by organization and activity;
- 2 ° by organization, a list of the number of collaborators of the contact center, subdivided according to function, average working time and gross annual salary;
- (3) a numbered list of costs and revenues, with mention of the beneficiary, the amount, the description, and classified by type of costs or revenues.

§ 3. The report substantial under paragraph 1st and the financial report referred to in paragraph 2 are sent quarterly to the agency by the cooperative structure.

Notwithstanding paragraph 1st, at the end of the mission, the substantive report referred to in paragraph 1st, and the financial report, referred to in paragraph 2, shall be sent to the agency no later than three months after the end of the mission of the cooperation structure.

The agency shall submit the substantial report referred to in paragraph 1st and the financial report referred to in paragraph 2, the Flemish Government.

Art. 5. The cooperation structure takes the following organizational and technical security measures for the processing of personal data by the contact center it creates:

- 1 ° the employees of the contact center have signed a confidentiality declaration reminding them that they are bound by professional secrecy. This declaration of confidentiality mentions the obligations with which the collaborators must satisfy, as well as the possible sanctions which they can incur in the event of breach of professional secrecy;
- 2 ° in the event of data exchange, the fixing of technical and organizational measures for the protection of personal data to be taken, when defining and carrying out new processing of personal data or when adapting them for existing processing operations, the cooperation structure consults a security team made up at least of the officials in charge of data protection of all the external partners of the cooperation structure and of the official in charge of data protection of the agency;

3 ° the technical and organizational measures taken to protect personal data will be audited by an internal or external audit team;

4 ° the contact center gives any person they contact or visit, provided that they do not yet have the information, the information provided for in the general data protection regulations concerning the processing of their personal data and informs them of where they can find this information.

Art. 6. The notification as referred to in article 44, § 3, of the decree of November 21, 2003, of COVID-19 must be made within twenty-four hours following the first clinical, epidemiological or laboratory technical suspicion . The notification to the database is made by secure electronic means, in compliance with the requirements relating to the exchange of health data.

The secure electronic method means that communication is done by an encrypted message or through a secure web application, made available by the competent authority to persons subject to the reporting obligation.

The personal data referred to in Article 5, § 2, § 3, paragraph 1st and § 4, paragraph 1st, of the Decree of 29 May 2020 may also be processed for statistical purposes or aid political decision, insofar as this personal data is anonymized.

Art. 7. This decree takes effect on May 11, 2020.

Art. 8. The Flemish Minister responsible for health care and residential care is responsible for the implementation of this decree.

Brussels, 12 June 2020.

The Minister-President of the Flemish Government,

J. JAMBON

The Flemish Minister for Welfare, Public Health, the Family and the Fight against Poverty,

W. BEKE

[debut](#)

Published on: 2020-06-23